ISTOCKPHOTO

À *bas* la maltraitance

En 2015-2016, on recensait chaque jour plus de 20 nouveaux cas de maltraitance chez les enfants de moins de 5 ans. Que peut-on faire pour mieux protéger nos tout-petits ?

Au cours des 10 dernières années, le nombre de cas de maltraitance chez les bambins a grimpé de 27 %, selon un rapport publié en 2017 par l'Observatoire des tout-petits. Comment est-ce possible, alors que les programmes de soutien à la parentalité se multiplient ? « Il est clair qu'on n'arrive pas à joindre tous les parents qui ont besoin d'aide », constate **Marie-Ève Clément**, professeure au département de psychoéducation et de psychologie à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la violence faite aux enfants.

La chercheuse voit aussi dans l'augmentation des signalements rapportés à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) une plus grande sensibilisation des Québécois à la maltraitance. « La population est mieux outillée pour détecter et signaler des cas à problèmes », précise celle qui a corédigé l'*Analyse scientifique sur la violence et la maltraitance chez les tout-petits* à partir des banques de données de la DPJ et de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

La maltraitance comprend tout ce qui a des conséquences sur la sécurité, le développement ou l'intégrité physique et psychologique de l'enfant : négligence, abus physiques, sexuels ou psychologiques, abandon, etc. « C'est un phénomène complexe qui prend plusieurs formes et n'a pas une seule cause », explique **Carl Lacharité**, professeur en psychologie à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Contrairement aux idées reçues, il n'existe pas de portrait type des familles suivies par la DPJ : le manque de revenus et une éducation limitée n'expliquent pas à eux seuls les situations de maltraitance. Évidemment, des conditions socioéconomiques précaires sont des

COMMENT VONT LES ENFANTS ?
Encart produit par le magazine Québec Science, édition de décembre 2017 et financé par l'Université du Québec

facteurs de risque, mais d'autres réalités entrent en jeu. Selon l'Enquête québécoise sur l'expérience des parents d'enfants de cinq ans et moins effectuée en 2015, les parents salariés qui concilient difficilement carrière et obligations familiales sont plus à risque de crier, d'élever la voix ou de se mettre en colère contre leurs enfants au moins une fois par jour. Le stress associé au tempérament difficile d'un enfant, la dépression, l'anxiété, les troubles de personnalité, ainsi que la consommation de drogues et d'alcool chez un parent affectent également l'environnement familial et peuvent conduire à la maltraitance. « Plus on combine de facteurs de risque, plus l'enfant est susceptible de subir des sévices », ajoute Carl Lacharité.

Depuis 25 ans, le chercheur et sa collègue **Louise Éthier** se penchent sur les situations de négligence, la catégorie de maltraitance la plus fréquente en Occident. Ils ont suivi une centaine d'enfants pris en charge par la DPJ parce que leurs parents ne répondaient pas à leurs besoins affectifs, physiques, psychologiques et éducationnels. « La négligence est à la base de 60 % des cas de prises en charge des cinq ans et moins, révèle Carl Lacharité qui dirige aussi le Centre d'études interdisciplinaires sur le développement de l'enfant et la famille. La majorité de ces situations correspondent à de la négligence chronique, c'est-à-dire qui se transmet de génération en génération. » Fait important, les enfants négligés sont plus susceptibles de subir de la violence physique ou verbale. Un tout-petit sur quatre a ainsi vécu ces deux formes d'agression en 2012.

Dans les enquêtes populationnelles qu'elle a menées avec l'ISQ, Marie-Ève Clément a toutefois constaté que la proportion des cinq ans et moins victimes de formes mineures de punition corporelle – comme la fessée, la gifle ou le serrage de bras – avait diminué de 59,9 % à 47,8 % entre 1999 et 2012. Un progrès, certes, mais qui est assombri par le taux de violence physique sévère qui stagne à 4 % depuis 1999. L'agression psychologique répétée qui touchait 38,1 % des tout-petits a, quant à elle, grimpé à 43,8 %. Derrière cette statistique se cache l'isolement grandissant des parents et le manque d'entraide entre familles. « Les parents vivent avec la pression sociale de devoir être compétents, mais sans aide. Pourtant, élever des enfants, ça ne se fait pas tout seul ! » souligne Carl Lacharité.

MISSION PRÉVENTION

Pour mieux protéger nos petits, on doit investir davantage dans la prévention, martèle Carl Lacharité. Car dès que la maltraitance s'insinue au sein d'une famille, il devient plus difficile de renverser la vapeur. Certaines interventions ont fait leurs preuves : briser l'isolement des familles avec des visites à domicile par une infirmière, soutenir les parents en leur offrant du répit, grâce à des organismes communautaires, et favoriser l'entraide parentale.

Instauré dans certains CLSC de Québec et de Montréal depuis 2015, le programme Triple P (abréviation de « pratiques parentales positives ») offre aux parents des outils efficaces, comme des conférences, du coaching et des formations, pour améliorer leurs relations avec leurs enfants. Ses impacts sont jusqu'à présent très positifs. Carl Lacharité rappelle cependant qu'il ne faut jamais intervenir à la place des parents. Ceux-ci se sentent alors dévalorisés et incompétents, ce qui n'aide en rien à résoudre le problème. On les amène plutôt à réfléchir aux besoins de leurs enfants et aux conséquences de leurs gestes, notamment en créant des groupes de discussion entre parents, comme le font la plupart des Maisons des Familles.

Dans son rapport, l'Observatoire des tout-petits rappelle que la maltraitance est un problème de santé publique majeur. Pour les enfants, les conséquences sont dévastatrices : retards moteurs et de langage, difficultés d'attention et de concentration, anxiété, faible estime de soi et agressivité. Pour soulager les maux de ces bouts de chou, la société n'a d'autre choix que de dépenser des milliards de dollars en soins de santé, en éducation spécialisée, en services sociaux, en frais judiciaires, en services policiers, etc.

Et plus la maltraitance survient tôt dans l'enfance, plus les répercussions sont importantes. « Les jeunes qui naissent dans un univers de maltraitance seront beaucoup plus hypothéqués par les séquelles que ceux qui connaissent un abus à une période donnée de leur vie », indique Carl Lacharité. Voilà pourquoi le chercheur se penche sur l'impact des centres de la petite enfance (CPE) et autres services de garde dans la détection de la maltraitance. « Étonnamment, moins de 1 % des signalements sont faits par les professionnels de la petite enfance », a-t-il constaté. Il croit que les réseaux des milieux de garde et de la DPJ se connaissent mal et, donc, se parlent peu. Les éducatrices seraient par ailleurs peu enclines à signaler, car elles souhaitent préserver les liens de confiance avec les familles, ajoute Marie-Ève Clément qui vérifie actuellement ces hypothèses à l'aide d'une enquête en ligne menée auprès de plusieurs milieux, dont les CPE, les hôpitaux et les Centres jeunesse. Les résultats permettront de mieux outiller les professionnels pour qu'ils détectent et soutiennent rapidement les familles qui ont besoin d'aide.

« Être parent, c'est complexe et de plus en plus exigeant dans notre société, conclut Carl Lacharité. Nous espérons que la recherche pourra les aider à remplir ce rôle. » ■

Par Nathalie Kinnard

« Les parents vivent avec la pression sociale de devoir être compétents, mais sans aide. Pourtant, élever des enfants, ça ne se fait pas tout seul ! »

– Carl Lacharité

COMMENT VONT LES ENFANTS ?
Encart produit par le magazine Québec Science, édition de décembre 2017 et financé par l'Université du Québec